



Brussels
13/11/2025
HR.B.1.003

VACANCY NOTICE FOR A POST OF SECONDED NATIONAL EXPERT ⁽¹⁾

DG – Directorate – Unit DG - Direction – Unité GD - Direktion - Referat	GROW.C.1
Post Number in Sysper Numéro de poste dans Sysper Stellennummer in Sysper	500919
Provisional Starting Date Date d'entrée en fonction prévisionnelle Gewünschter Dienstantritt	Q1 2026
Initial Duration (months) Durée initiale (mois) Dauer (Monate)	24
Place of Secondment Lieu de détachement Abordnungsort	Brussels Bruxelles Brüssel
Type of Secondment Type de détachement Art der Entsendung	Cost-free Sans frais Unentgeltlich abgeordnet
This Vacancy Notice is open to Cet avis de vacance est ouvert aux Die Stelle ist offen für	Member States + OECD + UN + WB + IMF + ECB États membres + OCDE + Nations Unies + Banque mondiale + FMI + BCE Mitgliedstaaten + OECD + Vereinte Nationen + Welt bank + IWF + ECB
Deadline for Applications Date limite de candidature Bewerbungsschluss	27/01/2026
Eligibility Criteria Critères d'éligibilité Zulassungsbedingungen	English Version , Version Française , Deutsche Version

⁽¹⁾ To ensure accessibility and inclusivity, this notice is provided in the three official languages of the European Union: English, French, and German. For the job descriptions please refer to your preferred language version.



Brussels
13/11/2025
HR.B.1.003

Entity presentation:

The mission of the Unit “Access to Finance” in DG GROW is to facilitate access to finance for European businesses, with a particular focus on SMEs, including start-ups and scale-ups. We aim at mobilising public and private finance in support of the EU competitiveness agenda and industrial policy, conveying a sense of urgency in view of a moving geopolitical landscape. To deliver on this broad mandate, we are involved in both the diagnosis and policy response.

On the diagnosis, we work closely with other services in DG GROW to identify the financing needs of businesses and of key industrial sectors in Europe, quantify the “financing gap” and investigate the root causes for the lack of available financing for sound businesses. Together with the ECB, we annually monitor developments in SMEs’ access to finance through the Survey on the Access to Finance of Enterprises (SAFE).

As regards the policy response, part of our work relates to European public financial support, notably the InvestEU programme -the Unit is responsible for the SME window of the programme- and the upcoming European Competitiveness Fund. We are also engaged in mobilising private finance in support of the European growth agenda. We contribute actively to the Investment and Savings Union agenda and aim at creating a Single Market for finance so that European businesses can thrive throughout the Union.

We interact closely and regularly with European businesses and industrial sectors, with the financial sector and investors, with the European Investment Bank Group, the EBRD and national Promotional Banks and Institutions.

Job presentation:

The Access to Finance Unit offers an attractive opportunity for a Policy Officer to contribute to both the analytical and policy dimensions of the Unit’s mission.

The successful candidate will play a key role in strengthening Europe’s financial ecosystem, particularly in supporting SMEs, start-ups, and scale-ups. The main responsibilities may include, but are not limited to, the following tasks (depending on the expertise and skills of the selected candidate):

- Refine and quantify the assessment of the financing gap — both debt and equity — for European businesses, with a particular focus on SMEs and start-ups/scale-ups, at EU, Member State, and sectoral levels.
- Contribute to the design and implementation of publicly supported financial instruments, in cooperation with implementing partners, to finance European strategic industrial value chains.
- Support policy work related to access to finance within the framework of the Single Market for Finance and the proposed 28th regime.
- Assist in the implementation of the EU’s strategy for start-ups and scale-ups.
- Contribute to efforts aimed at relaunching and deepening the European securitisation market.



- Support the development of the Investment and Savings Union from a Single Market and competitiveness perspective.
- Monitor and engage with national and European initiatives that mobilise private investments to boost Europe's competitiveness (e.g. the TIBI initiative in France, the Competitiveness Lab launched by Spain), and promote the exchange of good practices among Member States.
- Promote the "Invest in Europe" policy, reinforcing the attractiveness of the EU as a destination for investment.

Jobholder profile:

We are seeking a motivated and proactive colleague with strong initiative and self-drive to join a highly committed and dynamic team within a Directorate-General that lies at the heart of the Commission's strategic economic agenda.

The successful candidate should have at least five years of hands-on experience in areas such as access to finance, the financing of the economy, and/or banking and financial regulation.

Experience in European affairs would be considered an asset.

The role requires the ability to quickly analyse, synthesise, and present complex technical issues, both orally and in writing.

A very good command of English is essential, while a good knowledge of French or German would be an advantage.



Brussels
13/11/2025
HR.B.1.003

Présentation de l'entité:

La mission de l'unité "Accès au financement" de la DG GROW est de faciliter l'accès au financement des entreprises européennes, en particulier les PME, les start-ups et les scale-ups. Nous visons à mobiliser les financements publics et privés au service de l'agenda de compétitivité de l'UE et de la politique industrielle européenne, dans un contexte d'urgence compte tenu de la situation géopolitique mouvante. Pour accomplir cette mission, nous sommes impliqués à la fois dans le diagnostic et la réponse politique.

En ce qui concerne le diagnostic, nous travaillons en collaboration étroite avec d'autres services de la DG GROW pour identifier les besoins de financement des entreprises et des secteurs industriels stratégiques en Europe, quantifier le « déficit de financement » et analyser les causes à l'origine du manque de financement disponible pour les entreprises saines. Conjointement avec la BCE, nous suivons chaque année les évolutions de l'accès au financement des PME via l'enquête sur l'accès au financement des entreprises (SAFE).

En ce qui concerne la réponse politique, une partie de notre travail concerne le soutien financier public européen, notamment le programme InvestEU - l'unité est responsable de la fenêtre PME du programme - et le futur Fonds Européen de Compétitivité. Nous sommes également engagés dans la mobilisation de financements privés pour soutenir la croissance européenne. Nous contribuons activement à l'agenda de l'Union pour l'Investissement et l'Épargne et visons à créer un marché unique pour le financement afin que les entreprises européennes puissent prospérer dans l'Union.

Nous sommes en relation étroite et régulière avec les entreprises européennes et les secteurs industriels, avec le secteur financier et les investisseurs, avec le groupe de la Banque européenne d'investissement, la BERD et les banques et institutions nationales de promotion économique.

Présentation du poste:

L'unité Accès au financement offre une opportunité attrayante pour un/une responsable des politiques afin de contribuer aux dimensions analytiques et politiques de la mission de l'unité.

Le/la candidat/candidate retenu(e) aura un rôle clé dans le renforcement de l'écosystème financier européen, notamment en soutenant les PME, les start-ups et les scale-ups. Les principales responsabilités du/de la candidat/candidate retenu(e) peuvent inclure les tâches suivantes, en fonction des compétences et des qualifications du/de la candidat/candidate sélectionné(e) (liste non exhaustive) :



- Affiner et quantifier l'évaluation du déficit de financement - dette et fonds propres - pour les entreprises européennes, en particulier pour les PME et les start-ups/scale-ups, au niveau de l'UE, des États Membres et des secteurs industriels.
- Contribuer à la conception et à la mise en œuvre d'instruments financiers publics Européens, en coopération avec les partenaires de mise en œuvre, pour financer les chaînes de valeur industrielles stratégiques européennes.
- Soutenir les travaux relatifs à l'accès au financement dans le cadre du marché unique pour le financement et du 28ème régime.
- Aider à la mise en œuvre de la stratégie de l'UE pour les start-ups et les scale-ups.
- Contribuer aux efforts visant à relancer et approfondir le marché de la titrisation européenne.
- Soutenir le développement de l'Union pour l'Investissement et l'Épargne du point de vue du marché unique et de la compétitivité.
- Suivre et participer aux initiatives nationales et européennes qui mobilisent les investissements privés pour renforcer la compétitivité de l'Europe (par exemple, l'initiative TIBI en France, le laboratoire de la compétitivité lancé par l'Espagne) et promouvoir l'échange de bonnes pratiques entre les États membres.
- Promouvoir la politique "Investir en Europe", en renforçant l'attractivité de l'UE comme destination d'investissement.

Profil du titulaire du poste:

Nous recherchons un/une collègue motivé(e) et proactif/proactive avec un sens de l'initiative et une forte autonomie pour rejoindre une équipe dynamique au sein d'une direction générale au cœur de l'agenda économique stratégique de la Commission.

Le/la candidat/candidate retenu(e) doit posséder au moins cinq ans d'expérience dans des domaines tels que l'accès au financement, le financement de l'économie, et/ou la réglementation bancaire et financière.

Une expérience dans les affaires européennes serait considérée comme un atout.

Le rôle exige une capacité d'analyse rapide, une aptitude à synthétiser et présenter des problèmes techniques complexes, à la fois oralement et par écrit.

Une très bonne maîtrise de l'anglais est essentielle, tandis qu'une bonne connaissance du français ou de l'allemand serait un avantage.



Brussels
13/11/2025
HR.B.1.003

Entitätsvorstellung:

Das Referat „Zugang zu Finanzmitteln“ der GD GROW hat den Auftrag, den Zugang zu Finanzierungen für europäische Unternehmen zu verbessern – mit besonderem Schwerpunkt auf kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), einschließlich Start-ups und Scale-ups. Unser Ziel ist es, öffentliche und private Finanzierungen zu mobilisieren, um die Wettbewerbsfähigkeit der EU und ihre Industriepolitik zu stärken – und dabei der sich wandelnden geopolitischen Lage Rechnung zu tragen.

Zur Umsetzung dieses breiten Mandats befassen wir uns sowohl mit der Analyse als auch mit der politischen Gestaltung.

Im analytischen Bereich arbeiten wir eng mit anderen Dienststellen der GD GROW zusammen, um die Finanzierungsbedürfnisse europäischer Unternehmen und wichtiger Industriesektoren zu ermitteln, die Finanzierungslücke zu quantifizieren und die Ursachen für unzureichende Finanzierungsangebote für tragfähige Unternehmen zu untersuchen. Gemeinsam mit der Europäischen Zentralbank (EZB) verfolgen wir jährlich die Entwicklungen beim Zugang von KMU zu Finanzierungen über die Umfrage zum Zugang zu Finanzierungen von Unternehmen (SAFE).

In Bezug auf die politische Umsetzung liegt ein Teil unserer Arbeit in der europäischen öffentlichen Finanzierungsunterstützung, insbesondere im Rahmen des InvestEU-Programms – unser Referat ist für das KMU-Fenster des Programms verantwortlich – sowie beim künftigen Europäischen Wettbewerbsfonds. Darüber hinaus arbeiten wir daran, private Finanzierungen zu mobilisieren, um das europäische Wachstum zu fördern. Wir tragen aktiv zur Agenda für eine Investitions- und Sparunion bei und verfolgen das Ziel, einen einheitlichen Finanzmarkt zu schaffen, in dem europäische Unternehmen in der gesamten Union erfolgreich tätig sein können.

Wir stehen in engem und regelmäßigem Austausch mit europäischen Unternehmen und Branchenverbänden, dem Finanzsektor und Investoren sowie mit der Europäischen Investitionsbank-Gruppe, der EBRD und nationalen Förderbanken und -institutionen.

Stellenbeschreibung:

Das Referat „Zugang zu Finanzmitteln“ bietet eine attraktive Möglichkeit für eine/n Politikreferentin/Politikreferenten (Policy Officer), die/der sowohl an der analytischen als auch an der politischen Dimension unseres Mandats mitwirken möchte.

Die erfolgreiche Bewerberin bzw. der erfolgreiche Bewerber wird eine Schlüsselrolle beim Ausbau des europäischen Finanzökosystems übernehmen, insbesondere bei der Unterstützung von KMU, Start-ups und Scale-ups.

Zu den Hauptaufgaben (abhängig von Fachkenntnissen und Profil der ausgewählten Person) gehören unter anderem:



- Verfeinerung und Quantifizierung der Finanzierungslücke – sowohl für Fremd- als auch für Eigenkapital – für europäische Unternehmen, insbesondere KMU und Start-ups/Scale-ups, auf EU-, Mitgliedstaaten- und Sektorebene;
- Mitwirkung an der Gestaltung und Umsetzung öffentlich unterstützter Finanzinstrumente in Zusammenarbeit mit Durchführungspartnern zur Finanzierung strategischer europäischer Industriewertschöpfungsketten;
- Unterstützung der Politikgestaltung im Bereich Zugang zu Finanzierungen im Rahmen des einheitlichen Finanzmarkts und des vorgeschlagenen 28. Regimes;
- Mitwirkung bei der Umsetzung der EU-Strategie für Start-ups und Scale-ups;
- Beitrag zur Wiederbelebung und Vertiefung des europäischen Verbriefungsmarkts;
- Unterstützung der Weiterentwicklung der Investitions- und Sparunion aus Sicht des Binnenmarkts und der Wettbewerbsfähigkeit;
- Beobachtung und Mitwirkung bei nationalen und europäischen Initiativen, die private Investitionen zur Stärkung der europäischen Wettbewerbsfähigkeit mobilisieren (z. B. TIBI-Initiative in Frankreich, Competitiveness Lab in Spanien) sowie Förderung des Austauschs bewährter Verfahren zwischen den Mitgliedstaaten;
- Förderung der „Invest in Europe“-Initiative, um die Attraktivität der EU als Investitionsstandort zu erhöhen.

Anforderungsprofil:

Wir suchen eine/n motivierte/n und proaktive/n Kollegin/Kollegen mit ausgeprägtem Eigenantrieb, die/der ein engagiertes und dynamisches Team in einer Generaldirektion verstärken möchte, die im Zentrum der strategischen Wirtschaftsagenda der Kommission steht.

Die erfolgreiche Bewerberin bzw. der erfolgreiche Bewerber sollte über mindestens fünf Jahre einschlägige Berufserfahrung in Bereichen wie Zugang zu Finanzierungen, Unternehmensfinanzierung und/oder Bank- und Finanzaufsicht verfügen.

Erfahrung in europäischen Angelegenheiten ist von Vorteil.

Die Position erfordert die Fähigkeit, komplexe technische Themen rasch zu analysieren, klar zusammenzufassen und sowohl mündlich als auch schriftlich überzeugend zu präsentieren.

Sehr gute Englischkenntnisse sind zwingend erforderlich; Französisch- oder Deutschkenntnisse sind von Vorteil.



Eligibility criteria

The secondment will be governed by the **Commission Decision C(2008) 6866** of 12/11/2008 laying down rules on the secondment to the Commission of national experts and national experts in professional training (SNE Decision).

Under the terms of the SNE Decision, you need to comply with the following eligibility criteria at **the starting date** of the secondment:

- Professional experience: at least three years of professional experience in administrative, legal, scientific, technical, advisory or supervisory functions which are equivalent to those of function group AD.
- Seniority: having worked for at least one full year (12 months) with your current employer on a permanent or contract basis.
- Employer: must be a national, regional or local administration or an intergovernmental public organisation (IGO); exceptionally and following a specific derogation, the Commission may accept applications where your employer is a public sector body (e.g., an agency or regulatory institute), university or independent research institute.
- Linguistic skills: thorough knowledge of one of the EU languages and a satisfactory knowledge of another EU language to the extent necessary for the performance of the duties. If you come from a third country, you must produce evidence of a thorough knowledge of the EU language necessary for the performance of his duties.

Conditions of secondment

During the full duration of your secondment, you must remain employed and remunerated by your employer and covered by your (national) social security system.

You shall exercise your duties within the Commission under the conditions as set out by aforementioned SNE Decision and be subject to the rules on confidentiality, loyalty and absence of conflict of interest as defined therein.

In case the position is published with allowances, these can only be granted when you fulfil the conditions provided for in Article 17 of the SNE decision.

Staff posted in a European Union Delegation are required to have a security clearance (up to SECRET UE/EU SECRET level according to [Commission Decision \(EU, Euratom\) 2015/444 of 13 March 2015](#)). It is up to you to launch the vetting procedure before getting the secondment confirmation.



Submission of applications and selection procedure

If you are interested or have any questions, please follow the instructions and communication channels set up by your national administration.

The European Commission **only accepts applications which have been submitted through the Permanent Representation / Diplomatic Mission to the EU of your country, the EFTA Secretariat or through the channel(s) it has specifically agreed to.** Applications received directly from you or your employer will not be taken into consideration.

You should draft your CV in English, French or German using the **Europass CV format** ([Create your Europass CV | Europass](#)). It must mention your nationality.

Please do not add any other documents (such as copy of passport, copy of degrees or certificate of professional experience, etc.). If necessary, these will be requested at a later stage.

Processing of personal data

The Commission will ensure that candidates' personal data are processed as required by Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council ⁽²⁾. This applies in particular to the confidentiality and security of such data. Before applying, please read the attached privacy statement.

⁽²⁾ Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council of 23 October 2018 on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data by the Union institutions, bodies, offices and agencies and on the free movement of such data, and repealing Regulation (EC) No 45/2001 and Decision No 1247/2002/EC (OJ L 295, 21.11.2018, p. 39)



Critères d'éligibilité

Le détachement sera régi par la **décision de la Commission C(2008) 6866** du 12/11/2008 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

Aux termes de la décision END, vous devrez obligatoirement remplir les critères d'éligibilité suivants **à la date de début du détachement** :

- Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;
- Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an (12 mois) auprès de votre employeur actuel, dans un cadre statutaire ou contractuel;
- Employeur : être employé par une administration publique nationale, régionale ou locale, ou par une organisation intergouvernementale (OIG); exceptionnellement et après dérogation, la Commission peut accepter des candidatures lorsque votre employeur est un organisme du secteur public (e.g. agence ou institut de régularisation), une université ou un organisme de recherche indépendant.
- Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. Si vous venez d'un pays tiers, vous devrez justifier posséder une connaissance approfondie de la langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui vous seront confiées.

Conditions du détachement

Durant toute la durée de votre détachement, vous devrez rester employé et rémunéré par votre employeur et devrez également rester couvert par votre sécurité sociale (nationale).

Vous exercerez vos fonctions au sein de la Commission dans les conditions fixées par la décision END précitée et serez soumis(e) aux règles de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêts qui y sont définies.

Dans le cas où le poste est publié avec indemnités de séjour, celles-ci ne vous seront octroyées que si vous remplissez les conditions prévues à l'article 17 de la décision END.

Le personnel en poste dans une délégation de l'Union européenne doit obligatoirement disposer d'une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément [à la décision de la Commission \(EU – Euratom\) 2015/444 du 13 mars 2015](#)). Il vous appartient de lancer cette procédure d'habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de votre détachement.



Soumission des candidatures et procédure de sélection

Si vous êtes intéressé ou si vous avez des questions, veuillez suivre les instructions et les canaux de communication établis par votre administration nationale.

La Commission Européenne **acceptera seulement les candidatures qui auront été soumises par l'intermédiaire de la Représentation Permanente / Mission Diplomatique de votre pays auprès de UE, le secrétariat de l'AELE (EFTA) ou par le(s) canal (canaux) qui aura (auront) été spécifiquement convenu(s).** Les candidatures reçues directement de votre part ou de votre employeur ne seront pas prises en considération.

Vous devez envoyer votre candidature sous format **CV Europass** ([Créez votre CV Europass](#) | [Europass](#)) en français, anglais ou allemand. Votre CV doit obligatoirement mentionner votre nationalité.

Veuillez ne pas ajouter d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes ou attestation d'expérience professionnelle, etc.). Le cas échéant, ces documents vous seront demandés ultérieurement.

Traitement des données à caractère personnel

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil ⁽³⁾. Ces dispositions s'appliquent en particulier à la confidentialité et à la sécurité de ces données. Avant de postuler, veuillez lire la déclaration de confidentialité.

⁽³⁾ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).



Zulassungsbedingungen

Abordnungen fallen unter den **Beschluss C(2008) 6866 der Kommission vom 12.11.2008** über die Regelung für zur Kommission abgeordnete oder sich zu Zwecken der beruflichen Weiterbildung bei der Kommission aufhaltende nationale Sachverständige (ANS-Beschluss).

Gemäß dem ANS-Beschluss müssen Sie **zu Beginn der Abordnung** die folgenden Zulassungskriterien erfüllen:

- Berufserfahrung: eine mindestens dreijährige Berufserfahrung mit Aufgaben im administrativen, justiziellen, wissenschaftlichen oder technischen Bereich in beratender oder leitender Funktion, die mit den Tätigkeiten der Funktionsgruppe Administration (AD) vergleichbar ist.
- Dienstalter: ein Dienstalter von mindestens einem Jahr (12 Monate) bei Ihrem derzeitigen Arbeitgeber in einem dienst- oder vertragsrechtlichen Verhältnis.
- Arbeitgeber: es muss sich um eine nationale, regionale oder lokale Verwaltung oder eine zwischenstaatliche öffentliche Organisation handeln; ausnahmsweise kann die Kommission nach einer besonderen Ausnahmeregelung Anträge annehmen, wenn es sich bei Ihrem Arbeitgeber um eine öffentliche Stelle (z. B. eine Agentur oder ein Regulierungsinstitut), eine Universität oder ein unabhängiges Forschungsinstitut handelt.
- Sprachkenntnisse: gründliche Kenntnisse einer Sprache der Europäischen Union und ausreichende Kenntnisse einer weiteren Sprache der Europäischen Union in dem für die Wahrnehmung der Funktion erforderlichen Maße. Sollten Sie aus einem Drittland kommen, müssen Sie nachweisen, dass Sie über gründliche Kenntnisse in der zur Ausübung Ihrer Tätigkeit erforderlichen Sprache der Europäischen Union verfügen.

Bedingungen für die Abordnung nationaler Sachverständiger

Während der gesamten Dauer der Abordnung müssen Sie bei Ihrem Arbeitgeber angestellt bleiben, von diesem Ihre Bezüge erhalten und auch weiterhin Ihrem (nationalen) Sozialversicherungssystem angeschlossen bleiben.

Sie werden Ihre Aufgaben innerhalb der Kommission nach Maßgabe des genannten ANS-Beschlusses ausüben und den darin festgelegten Bestimmungen über Vertraulichkeit, Loyalität und Nichtvorliegen von Interessenkonflikten unterliegen.

Falls diese Stelle mit Vergütungen ausgeschrieben wird, können diese nur gewährt werden, wenn Sie die Bedingungen gemäß Artikel 17 des ANS-Beschlusses erfüllen.

Mitarbeiter/Mitarbeiterinnen, die in eine Delegation der Europäischen Union entsandt werden, benötigen eine Sicherheitsüberprüfung (nach SECRET UE/EU SECRET Niveau



gemäß der [Entscheidung der Kommission \(EU-Euratom\) 2015/444, O.J. L 72, 17.03.2015, p.53](#)). Es obliegt Ihnen, das Überprüfungsverfahren vor der Abordnung einzuleiten.

Bewerbung und Auswahlverfahren

Sollten Sie Interesse haben oder Fragen bestehen, folgen Sie bitte den von Ihrer nationalen Verwaltung eingerichteten Anweisungen und Kommunikationswegen.

Die Europäische Kommission akzeptiert nur Bewerbungen, die über die Ständige Vertretung/Diplomatische Vertretung bei der EU Ihres Landes, das EFTA-Sekretariat oder über die Kanäle, denen sie ausdrücklich zugestimmt hat, eingereicht wurden. Bewerbungen, die direkt von Ihnen oder Ihrem Arbeitgeber eingehen, werden nicht berücksichtigt.

Sie sollten Ihren Lebenslauf auf Englisch, Französisch oder Deutsch im Europass CV Format verfassen ([Erstellen Sie Ihren Europass-Lebenslauf | Europass](#)). Ihre Nationalität muss darin angegeben sein.

Bitte fügen Sie Ihrer Bewerbung keine anderen Dokumente (wie Kopien des Personalausweises, Kopien von Abschlusszeugnissen, Nachweise der Berufserfahrung usw.) bei. Diese Dokumente sind gegebenenfalls in einem späteren Stadium des Auswahlverfahrens vorzulegen.

Verarbeitung personenbezogener Daten

Die Kommission trägt dafür Sorge, dass die personenbezogenen Daten der Bewerber/innen gemäß den Anforderungen der Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates verarbeitet werden ⁽⁴⁾. Dies gilt insbesondere für die Vertraulichkeit und Sicherheit dieser Daten. Bevor Sie sich bewerben, lesen Sie bitte die beigefügte Datenschutzerklärung.

⁽⁴⁾ Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2018 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten durch die Organe, Einrichtungen und sonstigen Stellen der Union, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 45/2001 und des Beschlusses Nr. 1247/2002/EG (ABl. L 295 vom 21.11.2018, S. 39).“